



**Café Visio des acteurs sociaux de Bourges Nord, organisé et animé
par Anthony Marchais (CitéLabs Bourges)
Le 4 mai 2020 (8^{ème} semaine du confinement)
Rédaction : Bénédicte Frebault (C'est Possible Autrement)**

Présents :

- Adeline Pomi (Coordinatrice RERS, Réseau d'Échanges Réciproques des Savoirs)
- Anne Cambianica (Médiatrice projets, Politique de la Ville)
- Anthony Marchais (Chef de projet CitéLabs Bourges)
- Bénédicte Frebault (Médiatrice sociale, C'est Possible Autrement)
- Catherine Saint-Amans (Assistante sociale, Centre Médico-social Gibjoncs)
- Céline Constantin (Remplaçante d'Aurélie Buffault, Directrice Territoriale Adjointe de l'A.D.I.É – Association pour le Droit à l'Initiative Économique)
- Clément Brelaud (Responsable Épicerie Solidaire)
- Marie-Laure Subtil (Animatrice sociale, Centre Social de la Chancellerie)
- Muriel Defferre (Formatrice F.L.E., Ufcv)
- Sonja Goussard (Coordinatrice Cohésion Sociale, Politique de la Ville)
- Vivien Defferre (Animateur social, Centre Social de la Chancellerie)

Relevé de notes des points abordés pendant la visio-conférence, ainsi que les perspectives pour la reprise de l'activité sociale dans les Quartiers Nord de Bourges

Points abordés et constats :

- **Maintien du lien** : c'est le souci de tous. Il se fait par téléphone et/ou internet.
Mise en place de groupes pour C'est Possible Autrement (parents et ateliers ludiques).
Poursuite d'un Mag hebdomadaire par RERS.
Mise en place de réunions par la BGE pour l'aide à l'entreprise.
L'Épicerie Solidaire reste une exception, puisqu'elle est ouverte au public et fournit principalement des colis alimentaires en direct.
Presque tous ont contacté un à un leurs adhérents.
- **Fracture numérique** – Problème des personnes n'ayant ni ordinateur, ni un téléphone portable avec internet. Ce problème est abordé par Catherine Saint-Amans et repris par tous.
- **Précarité soulevant le problème de la coordination**
Marie-Laure Subtil donne l'exemple d'une personne contactée n'ayant ni ressources et ni rien à manger. Elle a contacté le CCAS, puis c'est L'Épicerie Solidaire qui a pris le

relais en fournissant rapidement un colis alimentaire.

Catherine Saint-Amans note qu'aucune consigne vers l'Épicerie Solidaire ne leur a été signifiée. Il y a donc un manque de coordination et d'information entre acteurs sociaux.

Clément Brelaud ajoute qu'il n'y avait déjà aucune coordination auparavant et qu'aujourd'hui, elle s'avère plus que nécessaire. Il dit aussi que le coût de l'alimentation est plus élevé que d'habitude, du fait que les gens ont plus faim.

Sonja Goussard prend alors la parole : la PV a été prise au dépourvu comme nous tous. Priorité a été donnée d'abord sur l'organisation interne des services de la Ville. Elle souligne aussi la difficulté de mettre en route la coordination des acteurs. Selon elle, il sera nécessaire de tirer les leçons de cette période. Anne Cambianica ajoute qu'il sera nécessaire également de voir avec la DDCSPP la manière de travailler à court, moyens et long terme.

- **Reprise de l'école** : pour tous ceux en contact avec des parents, le même constat : peu d'entre eux renverront leurs enfants à l'école car leur inquiétude est importante. Pourtant, nombreux sont les enfants en difficulté, sans cadre horaire, qui ne font aucun devoir, ne suivent aucun cours.

- **Conséquences psychologiques**

Inquiétudes des psychologues sur l'état psychologique de certaines personnes au moment du déconfinement.

- **Conséquences sur les acteurs économiques**

Céline de l'A.D.I.É intervient sur ce point. Deux actions mises en place :

-> Pour les entrepreneurs (report d'échéance, synthèse des décisions gouvernementales). Déjà deux campagnes d'appel et une prévue pour le déconfinement.

-> Pour les personnes en CDD et en Interim (là encore report d'échéance). Il y a des personnes qui n'ont plus de ressources (non inscrit au RSA, ni au chômage technique, vivant avant le confinement de leurs seules activités professionnelles)

Ces personnes sont réorientées vers les CCAS et aidées par l'A.D.I.É via un fond de solidarité pour leur assurer un minimum de trésorerie.

2000 personnes en France suivies par l'A.D.I.É avec un constat effarant : près de 50% de cette population n'est pas éligible aux aides, d'où une mise en place d'aide de trésorerie. Les nouvelles décisions du gouvernement via Bruno Lemaire sont vivement attendues.

Maintien des cours à distance : Muriel Defferre est au chômage technique complet.

Aucun moyen technique pour poursuivre les cours collectifs. Cependant, beaucoup le lui réclament.

Ce n'est pas le cas de C'est Possible Autrement qui a mis en place de séances individuelles pour les personnes désireuses de poursuivre les cours.

Solutions et/ou Idées débattues :

➤ **Lien social**

RERS a trouvé une réponse pour les personnes n'ayant pas d'internet et vient de souscrire un abonnement à MAILEVA avec La Poste (dispositif de dématérialisation des documents papiers) pour l'envoi de son Mag. Adeline Pomi a cependant souligné que cet abonnement était assez onéreux.

Le réseau a recensé 32 personnes sur 99 adhérents contactés qui n'ont pas de moyens internet. De son côté RERS ne dispose pas de moyen d'impression aujourd'hui. Les adhérents vont donc recevoir le Mag par courrier postal. RERS doit simplement envoyer le fichier pdf et les adresses postales, puis La Poste se charge de le dématérialiser et de le faire parvenir.

➤ **Reprise des activités**

Adeline Pomi dit que RERS a beaucoup d'adhérents âgés. Ils ont pour la plupart envie de ressortir et de participer à la réouverture du réseau.

RERS envisage une réouverture en deux temps :

-> En mai, les salariés pour une mise en place sécuritaire

-> Début Juin, ouverture aux adhérents pour reprise de certaines activités

Un échange avec les adhérents a lieu actuellement pour réfléchir comment reprendre et quelles activités peuvent être mise en place.

Le Centre Social de la Chancellerie : Vivien Defferre a déjà contacté les équipes d'animation des centres de loisirs et beaucoup sont prêts pour la reprise. Les activités avec les enfants sont pour la plupart interactives, d'où une mise en place de gestes barrière qui s'avère très compliquée. Une réunion de concertation est prévue le 19 mai.

Selon Muriel Defferre, Ufcv étudie la possibilité de mettre en place des cours de F.L.E.

➤ **Relais d'une information complète et fiable**

Anthony Marchais a émis l'idée d'une page Facebook commune pour relayer une information simple à lire et facile d'accès auprès de nos publics sur toutes les actions mises en place par les associations et les institutions.

Il propose également un outil de suivi de nos actions à partager entre partenaires.

Pour ma part, Bénédicte Frebault, je préviens que trop d'informations peuvent tuer l'information et qu'un filtrage et une organisation claire sont nécessaires.

Anthony Marchais renvoie à Bourges Plus la réponse. Sonja Goussard pour sa part parle de déterminer un périmètre géographique, de trouver les bonnes entrées et la création d'une équipe vérifiant la diffusion et le choix des articles.

Adeline Pomi parle d'un annuaire déjà existant qui pourrait servir de support.

Clément Brelaud insiste sur le choix du réseau de diffusion et des supports papier et qu'une centralisation est nécessaire.